

(Texte)

L'hon. M. Tremblay: Monsieur l'Orateur, j'ai déjà répondu à cette question. Je ne pense pas que ce soit la prérogative d'un ministre de révéler de quel ministère les conseils sont reçus lors d'une décision qui a été prise par les fonctionnaires de mon ministère, en pleine responsabilité, même si des avis ont été obtenus d'autres ministères.

(Traduction)

Des voix: Oh! oh!

L'hon. M. Starr: J'aurais une question supplémentaire à poser.

M. l'Orateur: A l'ordre! Nous avons commencé la séance dans une ambiance agréable et j'espère bien que nous conserverons les mêmes dispositions.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Les fonctionnaires de ces tribunaux n'ont-ils pas présenté des objections sur cette affaire au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration?

(Texte)

L'hon. M. Tremblay: Non, monsieur l'Orateur. A ma connaissance, je n'ai reçu aucune protestation, et de toute façon, comme je l'ai dit, cette décision n'a pas été prise par moi, mais par un fonctionnaire, dans les fonctions normales qu'il exerce comme registraire de la citoyenneté. Maintenant, j'assume l'entière responsabilité de cette décision.

(Traduction)

M. Woolliams: Aucune responsabilité.

M. Smallwood: Nommez un nouveau ministre. Vous devriez démissionner.

L'hon. M. Starr: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de nous dire de quelles directions de son ministère il est responsable.

(Plus tard)

(Texte)

L'hon. M. Tremblay: Jusqu'à nouvel ordre, monsieur l'Orateur, tout le ministère.

(Traduction)

M. l'Orateur: A l'ordre! Ces interpellations dégénèrent en débat et il est inutile de le poursuivre.

(Texte)

LES ÉDIFICES PUBLICS

A PROPOS DE LA CONSTRUCTION D'ÉDIFICES FÉDÉRAUX À HULL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question à l'honorable ministre des Travaux publics.

Il y a déjà plusieurs semaines, j'ai demandé au ministre si son ministère envisageait la possibilité ou l'opportunité d'accepter la construction d'édifices publics à Hull, la ville voisine d'Ottawa, de l'autre côté de la rivière. Or le ministre me répondait, à ce moment-là, qu'en principe la question était acceptée et que nous devrions avoir une réponse dans quelques jours ou quelques semaines.

Or, voilà plusieurs semaines que le ministre nous a répondu que le principe était accepté. Aujourd'hui, serait-il en mesure de nous dire ce que son ministère ou le gouvernement a l'intention de faire à ce sujet?

L'hon. J.-P. Deschatelets (ministre des Travaux publics): Monsieur le président, je crois que je serai en mesure de faire une déclaration à ce sujet incessamment.

(Traduction)

LE COMMERCE

PÉTROLE—PRESSIONS VISANT À LA RÉDUCTION DES EXPORTATIONS DU CANADA AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Commerce. Le ministre ou le gouvernement ont-ils reçu des instances ou des communications du gouvernement des États-Unis au sujet des importations aux États-Unis de pétrole provenant du Canada qui indiqueraient qu'on fait pression pour qu'elles soient réduites?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre du Commerce): Non, monsieur l'Orateur. La seule chose que j'ai vue récemment à ce sujet est l'article de journal que l'honorable représentant a sûrement lu ce matin.

L'AGRICULTURE

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—MAINTIEN DU BUREAU DE LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. A. MacLean (Queens): Le ministre des Travaux publics étant absent, monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question...

Une voix: Il est ici.

L'hon. M. MacLean: Je regrette, je voulais dire le ministre de l'Agriculture—j'aimerais poser une question au ministre suppléant ou au secrétaire parlementaire du ministre. L'un ou l'autre peut-il assurer les cultivateurs de l'Île du Prince-Édouard que le bureau régional de surveillance de la Société du crédit agricole pour la province ne sera pas déménagé à Moncton, au Nouveau-Brunswick?